

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 09/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHARTRES METROPOLE ENERGIES SPL**

12 Rue du Président Kennedy  
28110 Luce

Références : IC250760/VAT20260001  
Code AIOT : 0010012929

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement CHARTRES METROPOLE ENERGIES SPL implanté 32, Rue Hélène Boucher 28630 Gellainville. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHARTRES METROPOLE ENERGIES SPL
- 32, Rue Hélène Boucher 28630 Gellainville
- Code AIOT : 0010012929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement SPL CHARTRES MÉTROPOLE ÉNERGIES a été autorisé par arrêté préfectoral du



27/06/2017 à exploiter une centrale de cogénération biomasse de production de chaleur et d'électricité sur le territoire de la commune de Gellainville.  
Le site est soumis à la rubrique IED 3520.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Demande d'action corrective	2 mois
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III	Demande d'action corrective	2 mois
8	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5-V	Demande d'action corrective	2 mois
10	valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 3.2.4	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Conditions d'admission des déchets incinérés	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Traçabilité - RNDTS	Code de l'environnement du 20/06/2024, article R.541-43.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	/	Sans objet
5	Combustible	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		03/08/2018, article 6.2.1		
9	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5-II	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 25/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <p>avant la mise en service de l'installation (point zéro) ; dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ; après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.</p> <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants : dioxines et furannes, métaux ; fréquence annuelle</p>
<b>Constats :</b>



**Rappel du constat de la visite d'inspection du 20/06/2024 :**

L'exploitant a présenté le rapport de la campagne de mesures des retombées atmosphériques menée du 23 novembre au 21 décembre 2023 par SOCOTEC. [...]

constat : l'évolution des mesures réalisées sur les paramètres métaux lourds (As, Cd, Co, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, et Zn), Dioxines et furanes (PCDD/F) et PolychloroBiphényles Dioxin Like (PCB-DL) doit être ajoutée dans le rapport annuel de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.

**Visite d'inspection du 26/09/2025 :**

L'exploitant a présenté le rapport de la campagne de mesures des retombées atmosphériques menée du 14 novembre au 17 décembre 2024 par SOCOTEC (rapport n°E14Q3/25/388).

Le rapport indique une absence d'impact pour les retombées de dioxines et de poussières, et des impacts non significatifs pour les métaux.

Concernant la demande de l'inspection d'intégrer l'évolution des mesures dans le rapport annuel, le rapport présente l'évolution des retombées en poussières depuis 2019 dans un graphe. Pour les métaux lourds, le rapport indique que "les résultats sont dans l'ensemble équivalents par rapport aux années précédentes et sont dans l'ensemble peu élevés, car souvent inférieures aux limites de quantification analytiques. Depuis 2019, les concentrations mesurées pour l'Arsenic, le Cadmium, le Nickel, le Plomb, le Thallium, et le Mercure sont toutes significativement inférieures aux valeurs de référence de la norme allemande TA Luft 2002". Pour les dioxines et PCB-DL : "Les résultats sont dans l'ensemble équivalents par rapport aux années précédentes et sont dans l'ensemble peu élevés. [...]."

**constat : pas d'écart relevé. La non-conformité est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conditions d'admission des déchets incinérés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets entrants

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 25/08/2024

**Prescription contrôlée :**

II. L'exploitant s'assure de la conformité des combustibles utilisés en effectuant :  
un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé ci-dessus et permettent notamment de s'assurer de la conformité du combustible en termes de présence de corps étrangers tels que ferrailles ou pierres et autres matériaux inertes ou indésirables à la combustion ;  
une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres ci-après, au minimum une fois par an par



<p>fournisseur pour les déchets de bois : mercure, chrome, brome, total des halogénés (Brome, Chlore, Fluor et iode)</p> <p>Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot conformément à l'alinéa précédent ne respectent pas son cahier des charges, l'exploitant refuse immédiatement toute livraison par le fournisseur concerné de ce type de combustible. Les livraisons de ce type de combustible par le fournisseur concerné sont de nouveau acceptées dès lors que l'exploitant dispose de résultats d'analyses attestant de la conformité au cahier des charges.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection du 20/06/2024 :</u></p> <p>Les résultats des analyses réalisées sur les déchets de bois de chaque fournisseur ne sont pas comparés au cahier des charges de l'exploitant.</p> <p><u>Porter-à-Connaissance du 12 juillet 2024</u> demandant la suppression de l'obligation des analyses de mercure, chlore, brome, et total des halogénés par fournisseur sur le bois réceptionné.</p> <p><u>Courrier préfectoral du 27/08/2024</u> actant que l'exploitant n'est plus soumis à cette obligation d'analyses une fois par an, par fournisseur, des déchets de bois.</p> <p><u>Visite d'inspection du 26/09/2025 :</u></p> <p>constat : prescription inadaptée. La non-conformité est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Traçabilité - RNDTS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/06/2024, article R.541-43.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RNDTS</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 20px;"> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : "1° Les exploitants des établissements</p> </div>



données transmises par les personnes suivantes : "1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP; "2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP; "3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP; "4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes; "5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L.541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

#### **Constats :**

##### Rappel du constat de la visite d'inspection du 20/06/2024 :

L'exploitant n'a pas transmis au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) le registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 ni le registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.

##### Visite d'inspection du 26/09/2025 :

L'inspection relève que les registres des déchets entrants ainsi que ceux des déchets non dangereux sortants pour les années 2022, 2023 et 2024 n'ont pas été transmis sur la plateforme Trackdéchets. En revanche, le traçage des déchets dangereux a bien été effectué sur la plateforme pour ces trois années.

Pour l'année 2025, le registre chronologique des déchets entrants, et des déchets dangereux et non dangereux sortants a bien été transmis sur la plateforme Trackdéchets.

L'exploitant indique que le passage du RNDTS vers Trackdéchets n'a pas permis d'importer les registres manquants des années précédentes. Il précise que, depuis début 2025, il procède désormais à un import mensuel de son registre des déchets non dangereux sortants, en complément du traçage quotidien des déchets dangereux, afin d'assurer la mise à jour régulière des données sur la plateforme.

**constat : pas d'écart relevé. La non conformité est levée.**

**Type de suites proposées : Sans suite**



**N° 4 : Registre MCP**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>  R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li><li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li><li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li><li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li><li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li><li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li><li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li><li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li></ul> II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none"><li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li></ul> [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »  R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.  R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>



**Visite d'inspection du 26/09/2025 :**

Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a réalisé une déclaration de son installation de combustion au registre MCP (installations de combustion de taille moyenne). Cependant la déclaration est erronée. La puissance totale renseignée de l'installation en MW thermique ne correspondant pas à l'installation existante, résultant de la confusion entre la puissance de l'installation de traitement thermique des déchets relevant de la rubrique 2771 (25 MW) et la puissance de l'installation de combustion autorisée relevant de la rubrique 2910 (17 MW).

L'installation de combustion autorisée est composée de 3 appareils : un surchauffeur de puissance 2,5 MW, un brûleur de soutien de puissance 12 MW, et un brûleur de démarrage de puissance 2,5 MW.

L'exploitant indique que le surchauffeur n'est plus utilisé depuis octobre 2022, et a été déconnecté du circuit. L'inspection constate sur site l'isolement de ce surchauffeur. L'exploitant indique qu'il sera démantelé d'ici fin 2025.

A posteriori, en date du 30/12/2025, l'inspection des installations classées constate la modification de la déclaration de l'installation de combustion du site au registre MCP. Le registre consigne désormais une installation de combustion de 14,5 MW, correspondant aux puissances cumulées des deux brûleurs (2 appareils).

**constat : absence d'écart relevé.**

**Demande de l'inspection : L'exploitant transmet le justificatif attestant du démantèlement de son surchauffeur.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 5 : Combustible**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

**Prescription contrôlée :**

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.  
Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

**Constats :****Visite d'inspection du 26/09/2025 :**

Les deux appareils de combustion en fonctionnement sur le site (brûleur de soutien et brûleur de démarrage) utilisent du gaz naturel. L'exploitant met à disposition de l'inspection la facture pour la période du 1er au 31 juillet 2025 justifiant de la nature du combustible.



constat : pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : VLE Chaudières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Existantes + nouvelles - Ptotale > 5 MW - < 500 h/an
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : [...]</p> <p>- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;</p> <p>Polluants: SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / NO<sub>x</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>Biomasse solide: 225 / 525 (5) / 50</p> <p>Autres combustibles solides : 1 100 / 550 (10) / 50</p> <p>Fioul domestique: - / 150 (8) (12) / -</p> <p>Fioul Lourd:</p> <p>P &lt; 10 MW: 1 700 / 550 (9) / 50 (11)</p> <p>P ≥ 10 MW: 1 700 / 450 (1) (4) (9) / 50 (11)</p> <p>Autres combustibles liquides:</p> <p>P &lt; 10 MW: 850 / 550 / 50</p> <p>P ≥ 10 MW: 850 / 450 / 50</p> <p>Gaz naturel, Biométhane:</p> <p>P &lt; 10 MW: - / 100 (2) (8) / -</p> <p>P ≥ 10 MW: - / 100 (3) (6) (7) (13) / -</p> <p>Gaz de pétrole liquéfiés: 5 / 150 (8) / -</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>(1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 550</p> <p>(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO<sub>x</sub> : 150</p> <p>(3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 150</p> <p>(4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO<sub>x</sub> : 500</p> <p>(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014. NO<sub>x</sub> : 750</p> <p>(6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO<sub>x</sub> : 225</p> <p>(7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO<sub>x</sub> : 150</p> <p>(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO<sub>x</sub> : 225</p> <p>(9) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO<sub>x</sub> : 600</p> <p>(10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. NO<sub>x</sub> : 825</p> <p>(11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100</p> <p>(12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NO<sub>x</sub> : 200</p>



(13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NOx : 120
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 26/09/2025 :</u></p> <p>Relevé des compteurs des appareils de combustion le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Brûleur de soutien : 485 heures de fonctionnement depuis 2018</li> <li>• Brûleur de démarrage : 334 heures de fonctionnement depuis 2018</li> <li>• Surchauffeur : 7095 heures de fonctionnement entre 2018 et 2022</li> </ul> <p>Les brûleurs de soutien et de démarrage justifient d'un fonctionnement inférieur à 500 heures par an.</p> <p>Concernant le surchauffeur, comme indiqué dans le point de contrôle n°4, il n'est pas utilisé et déconnecté depuis 2022, et son démantèlement est prévu fin 2025. Par conséquent, le respect de la disposition susmentionnée n'a pas été contrôlé par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les analyses des rejets de ses installations de combustion.</p> <p><b>constat : écart relevé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE applicables à ses installations de combustion.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/an
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 26/09/2025 :</u></p> <p>Les brûleurs d'appoint et de démarrage n'ont pas atteint les 1 500 heures d'exploitation depuis leur mise en service (11-04-2019). Cependant, la périodicité de 5 ans est dépassée, l'exploitant n'a</p>



pas fait effectué de mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

**constat : écart relevé, l'exploitant n'a pas fait effectuer de mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère pour ses installations de combustion, conformément à la périodicité réglementaire exigée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 8 : Conditions d'admission des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5-V

**Thème(s) :** Autre, registre chronologique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignées, pour chaque flux de combustibles, les informations suivantes :

- la fiche d'identification de chaque lot reçu ;
- la date de réception de chaque lot ;
- la nature de combustible entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement en ce qui concerne le bois déchets ;

Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage réceptionné par type de combustibles, le résultat du contrôle visuel [...]. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant trois ans.

**Constats :**

**Visite d'inspection du 26/09/2025 :**

L'exploitant tient un registre chronologique consignait, par jour :

- le numéro du lot arrivé (camion)
- le numéro d'immatriculation du camion



- l'heure d'arrivée du lot
- le type de déchet bois
- le code déchet associé
- le nom du fournisseur
- la quantité
- l'origine (département)

Ce registre ne consigne pas les éléments suivants :

- adresse du fournisseur (installation expéditrice)
- nom et adresse du transporteur
- le résultat du contrôle visuel

**constat : écart relevé, le registre chronologique des déchets entrants est incomplet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Conditions d'admission des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5-II

**Thème(s) :** Autre, contrôle visuel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure de la conformité des combustibles utilisés en effectuant :

- Un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé ci-dessus et permettent notamment de s'assurer de la conformité du combustible en termes de présence de corps étrangers tels que ferrailles ou pierres et autres matériaux inertes ou indésirables à la combustion ;

[...]

**Constats :**

**Visite d'inspection du 26/09/2025 :**

L'exploitant indique qu'à l'arrivée de chaque transporteur, il procède à la vérification de l'accréditation du transporteur, du département d'origine des déchets, de la catégorie de bois, au contrôle visuel du lot, et au respect du cahier des charges. L'exploitant a établi un cahier des charges pour chacun de ses fournisseurs.

Par sondage, l'inspection consulte le cahier des charges défini pour l'un des fournisseurs (contrat



d'achat). Ce contrat précise notamment les caractéristiques que le produit doit respecter pour son acceptation. Entre autres :

- taux de fines (éléments inférieurs à 0,30 mm) : 5% max (en masse) ;
- granulométrie P100 selon norme CEN/TS 14961 ;
- Max 0,1% de minéraux (pierre, verre, sable) ;
- Max 0,4% ferreux et non-ferreux ;
- Interdiction : grosse pièce > 200 mm.

L'exploitant indique que le produit (déchet) n'est accepté qu'après la réalisation d'un contrôle visuel, d'une vérification de la granulométrie, de l'hygrométrie et d'une évaluation globale de la qualité, et seulement si l'ensemble de ces contrôles est jugé satisfaisant.

**constat : pas d'écart relevé.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 10 : valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration [...] :

Conduit n°1 :

Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en g/h
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	209	10 937

[...]

**Constats :**

**Visite d'inspection du 26/09/2025 :**

L'inspection consulte le rapport n°E14Q3-25-1618 du 07/08/2025 édité par SOCOTEC ENVIRONNEMENT suites aux mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques effectuées sur site du 17/06/2025 au 18/06/2025.

Ce rapport indique un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) pour le flux massique moyen (g/h) en NO<sub>x</sub> (flux massique moyen = 12 964 g/h ; VLE = 10 937 g/h) pour la chaudière biomasse.

**constat : écart relevé, les rejets de la chaudière biomasse ne respectent pas la valeur limite**



<p>constat : écart relevé, les rejets de la chaudière biomasse ne respectent pas la valeur limite d'émission (VLE) relative au flux massique de NOx.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>